



## **DÉCLARATION DES CANARIES**

**Parlamento de Canarias (Parlement des îles Canaries)**

**26 novembre 2021**

1. Les parlements et assemblées de la Conférence des assemblées législatives des régions d'Europe (CALRE) réitèrent leur engagement envers les plus de 200 millions de personnes qu'ils représentent, avec la ferme conviction que seul l'approfondissement du système de gouvernance multi-niveaux peut rendre la reprise possible dans le contexte socio-économique et sanitaire difficile dans lequel nous a plongés la pandémie de COVID-19.
2. Il y a maintenant un an, nous prenions les premières mesures pour affronter la crise la plus dévastatrice depuis les temps de guerre. Nous avons alors agi dans un contexte d'incertitude, avec la peur compréhensible de l'inconnu mais avec la certitude que ce n'est qu'ensemble que nous pourrions trouver des réponses. Le présent nous donne raison.
3. Quelques jours après la déclaration de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) concernant la pandémie mondiale, les parlements et assemblées de la CALRE ont commencé à prendre leurs premières mesures, conscients de l'importance de l'unité et appelant aux valeurs et aux principes fondamentaux du projet européen, qui se révèle être parfaitement d'actualité. Nous sommes impressionnés par la capacité exceptionnelle de notre société à s'adapter et à se réinventer dans un contexte où nous, parlements et assemblées, avons également dû nous



adapter à la nouvelle Europe qui a très rapidement émergé de la pandémie.

4. La solidarité se révèle être la seule solution viable pour surmonter la crise générée par le COVID-19. Nous avons vu à quel point la propagation du coronavirus a exacerbé l'inégalité et l'exclusion des plus vulnérables, notamment les migrants et les femmes. C'est pourquoi, en tant que parlements et assemblées de l'Union européenne, nous souhaitons aujourd'hui réitérer notre engagement pour l'égalité dans tous les domaines. Une déclaration qui coïncide avec la semaine durant laquelle, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, des villes et des villages manifestent dans le monde entier pour exiger la fin de la violence à l'égard des femmes. Cette Conférence condamne tout type de violence à l'égard des femmes et nous réaffirmons notre position en faveur de la liberté et de l'égalité comme seule et unique solution pour la coexistence démocratique.
  
5. Nous, les parlements et les assemblées représentés ici aujourd'hui, réitérons une fois encore notre engagement pour l'unité, et pour le travail coordonné avec les organisations de l'Union. Nous prôtons une Europe plus forte, une Europe plus juste, où personne n'est laissé pour compte dans un processus où la confiance politique, organisationnelle et civique doit être retrouvée. Tant les parlements que les assemblées régionales jouent ici un rôle clé en tant que garants des droits et points de référence dans le processus de reconstruction de l'Europe.



6. L'Europe a apporté une réponse commune en mobilisant ses ressources pour travailler main dans la main avec les États membres, démontrant toute la puissance de la solidarité européenne. Les fonds Next Generation, comptabilisant plus 800 milliards d'euros et destinés à contribuer à réparer les dégâts immédiats causés par la pandémie, en sont la preuve.  
Pour parvenir à un accord viable pour l'avenir, il nous faut poursuivre la discussion sur la solidarité européenne, qui soutient les États membres et les régions tout en respectant leur indépendance financière et leur souveraineté.
  
7. Le rôle vital que les services publics jouent incontestablement depuis la flambée de la pandémie en Europe doit une fois encore être reconnu. La gestion de la crise est indissociable des organisations publiques, qui ont continué à agir en redoublant d'efforts, démontrant leur solidité et leur solvabilité.
  
8. Si la pandémie nous a contraints à repenser les valeurs piliers du projet européen, elle a également mis en lumière la réponse rapide et efficace des parlements et assemblées détenant un pouvoir législatif. Ce sont ainsi plus de 200 millions de personnes qui peuvent se tourner en toute confiance vers ces organisations, car notre objectif premier est de surmonter toutes les situations sans abandonner les citoyens.
  
9. Durant ces années 2020 et 2021 particulières, la coopération entre les organisations a été essentielle. La CALRE a travaillé en étroite collaboration avec le Comité des régions pour proposer une réponse



rapide et forte de l'UE, un véritable engagement reposant sur la solidarité qui renforce incontestablement le projet commun de l'Union Européenne.

10. La Conférence a dû adapter le calendrier de travail au nouveau contexte ayant émergé de la pandémie, une nouvelle situation à laquelle les groupes se sont également adaptés le plus rapidement possible. Pour soutenir leur travail, nous prônons les deux principes suivants : l'importance de politiques de cohésion et l'implication des régions dans les processus de prise de décision dans l'UE.

11. Les politiques de cohésion constituent à nos yeux le principal investissement européen pour réduire les déséquilibres et les inégalités entre les différents territoires au sein de l'Union européenne. Elles sont également l'instrument pour atteindre une cohésion économique, sociale et territoriale. Elles jouent un rôle clé dans le développement des Objectifs de développement durable (ODD), contribuant d'une part à atteindre les objectifs climatiques et de transition numérique de l'UE et, d'autre part, à surmonter l'impact socio-économique de la pandémie.

12. À la CALRE, nous n'oublions pas que nous devons continuer, dans ce contexte difficile, à travailler sur le développement de l'Agenda 2030 et des ODD. C'est ainsi que nous bâtissons une UE plus forte, plus soudée, plus durable, plus cohérente et plus résiliente.

13. La Conférence des Assemblées législatives régionales européennes réitère aujourd'hui son soutien et sa solidarité à la société de l'île de La Palma, confrontée à une terrible situation depuis l'éruption volcanique,



qui a commencé le 19 septembre. Cette Conférence estime qu'il est nécessaire de fournir une réponse de toutes les institutions, y compris les institutions européennes, articulant un maximum de solutions pour pallier les pertes et soutenir la reconstruction de l'île.

14. En tant que parlements et assemblées régionaux, nous resterons en première ligne de la bataille pour la reprise. Une reprise impulsée par les régions, pour la rendre possible dans toute l'Union européenne. Pour y parvenir, il n'y a qu'une seule formule : une Europe davantage façonnée par le principe de subsidiarité, permettant de développer des solutions optimales pour répondre aux problèmes de demain à l'échelle régionale, nationale et européenne.